



SEINE SAINT DENIS



NON, LA MESSE N'EST PAS DITE !!! Interpellons les Directions !!!

Aujourd'hui une partie des agents des impôts et du trésor du 93 est convoquée pour se voir vanter les bienfaits de la Fusion.

Il faudra sans nul doute bien autre chose aux agents du 93 qu'une campagne de communication pour faire taire leurs légitimes inquiétudes sur l'avenir du Service Public financier de Seine Saint Denis.

La propagande de la Direction ne doit pas faire illusion: cette fusion ne va pas se traduire par un meilleur service public fiscal et comptable en Seine-Saint-Denis. Elle ne va pas permettre aux agents de travailler dans de meilleures conditions. Nous nous dirigeons au contraire vers une dégradation de nos conditions de travail et donc du service rendu aux citoyens dans un département qui souffre déjà trop du désengagement de l'état.

Car, voilà plus d'un an que la DGFIP est officiellement créée ...et depuis ? beaucoup d'annonces, peu de réelles discussions et une réalité bien éloignée des ambitions affichées.

La mise en place du Guichet Fiscal Unique en Seine Saint Denis par la création des SIP d'Aubervilliers et de Noisy le Sec au 1^{er} avril est à cet égard révélatrice d'une méthode qui vise, à installer, au pas de charge, de nouvelles structures permettant ainsi d'afficher le volontarisme réformateur de nos ministres.

Car derrière l'affichage qui se veut flatteur, combien de questions concrètes en suspens ou sans réponses ? Quid de la future organisation des services, des missions et de leur pilotage tant en interne qu'en externe, des conditions d'accueil, de l'harmonisation des règles de vie et de gestion au quotidien au sein des futurs SIP, des articulations entre les futurs Accueils Fiscaux et les SIP

Pour les personnels la potion est d'ores et déjà bien amère, une harmonisation indemnitaire effectuée a minima, un accompagnement social qui n'a de social que le nom et une prime de 150 euros pour solde de tout compte...

Rappelons que les agents du 93 ont déjà manifesté leur mécontentement au printemps 2008 contre la loi sur la mobilité et qu'ils se sont mobilisés massivement le 29 janvier et le 19 mars.

Mais l'administration reste sourde et persiste à imposer cette pseudo- modernisation impulsée par la RGPP.

Dans ces conditions INTERPELLONS Les DIRECTIONS

- **Sur l'emploi ;**
- **Sur les conditions de réalisation de la fusion ;**
- **Sur l'organisation des services**
- **Sur les règles de gestion ;**
- **Sur les conditions de travail ;**
- **Sur la qualité du service public rendu aux citoyens ;**